

mercredi, 01 janvier 2014 15:42

# La France, Etat-mercenaire... pour une poignée de pétrodollars ....

IRIB-Un ancien diplomate européen, en poste au Liban pendant des années,  
*et qui continue à venir à Beyrouth régulièrement, s'est dit «stupéfait» des orientations politiques actuelles de la France dans la région.*



Lors d'une rencontre avec des leaders d'opinion, il y a quelques jours à Beyrouth, ce diplomate a regretté «l'absence de stratégie et le manque de vision» des dirigeants français, déplorant «l'alignement total de Paris sur les choix de l'Arabie saoudite dans les dossiers libanais, syrien et iranien, qui ne servent en aucun cas la stabilité et la paix régionales».

Ces remarques sont partagées par de nombreux observateurs et experts de la région, qui estiment que les orientations actuelles de l'administration du président François Hollande, loin de faire l'unanimité au sein de l'establishment politico-militaro-sécuritaire français, se sont considérablement éloignées des constantes traditionnelles et historiques de la France au Moyen-Orient, dominées pendant des décennies par le souci de la stabilité et de la sécurité du Liban.

Cette stabilité passe obligatoirement par le respect scrupuleux des délicats équilibres politiques et constitutionnels qui fondent le système libanais. Toute tentative de modifier ou de briser les équations internes auront des conséquences incalculables et risquent de provoquer l'explosion du pays.

La politique actuelle de l'Arabie saoudite non seulement se désintéresse de ces équilibres, mais tente de les modifier, sans se soucier des probables répercussions sur la stabilité et la sécurité. Le soutien apporté par le royaume wahhabite aux groupes extrémistes-takfiristes, les pressions qu'il exerce sur ses alliés pour qu'ils bloquent le fonctionnement de l'institution-mère (le Parlement) et ne participent pas au dialogue national, ainsi que les obstacles qu'il a dressés ces derniers mois pour empêcher la formation d'un gouvernement de partenariat au Liban, sont autant de preuves des intentions saoudiennes belliqueuses à l'égard du pays du cèdre. En appelant ses ressortissants à ne pas se rendre à Beyrouth pour la deuxième année consécutive (à l'exception, bien entendu, de ceux qui vont rejoindre les rangs d'Al-Qaïda au Liban et en Syrie), et le rappel officieux de son ambassadeur à Beyrouth, illustrent aussi ces intentions.

## Des considérations mercantiles

Au lieu d'inciter l'Arabie saoudite à faire preuve d'une plus grande sagesse et à adopter une approche préservant la stabilité du Liban, la France s'est associée au jeu politique de Riyad. Aujourd'hui, certains parlent même d'une «convergence stratégique» entre les deux pays, bien que le terme «stratégique» soit inadéquat pour expliquer un alignement essentiellement dicté par des considérations économiques, voire mercantiles.

Dans le dossier iranien, par exemple, la France a retardé l'accord nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances, faute de pouvoir le torpiller. En Syrie, Paris est enfermé dans son déni, allant jusqu'à épouser les arguments saoudiens sur le fait que l'extrémisme et le terrorisme en Syrie ont été encouragés par les autorités syriennes. Pourtant, le danger que représente les groupes d'Al-Qaïda pour l'Europe autant que pour la Syrie, est aujourd'hui reconnu par tous les services de

renseignements occidentaux. Au Liban, enfin, l'administration Hollande couvre les options jusqu'aboutistes de l'Arabie saoudite, au détriment de la stabilité du pays.

Le dernier épisode, burlesque, de la politique saoudienne, est la fameuse «promesse de don» de trois milliards de dollars pour équiper l'Armée libanaise en matériel militaire acheté auprès de la France. Le plus surprenant est que le président de la République, Michel Sleiman, ait accepté un rôle principal dans cette comédie.

Le plus naïf des Libanais ne peut que se poser des questions sur le timing de cette «promesse royale». Où était l'Arabie saoudite lorsque le Liban ployait sous le joug de l'occupation israélienne? Où était-elle en 1982, en 1993, en 1996, en 2006, lors des agressions israéliennes, qui ont également pris pour cible l'Armée libanaise, qui a payé, aux côtés de la Résistance, un lourd tribut? Où était l'Arabie saoudite lors de la bataille de Nahr al-Bared (170 officiers et soldats libanais tués), lorsque l'armée affrontait le groupe d'inspiration qäidiste Fatah al-Islam? Si la Syrie n'avait pas fourni les munitions et l'aide nécessaires à l'armée -de l'aveu même de Michel Sleiman, commandant de la troupe à l'époque- l'Armée libanaise serait peut-être toujours en train de guerroyer aujourd'hui dans ces contrées.

Il est clair que cette «promesse de don» est directement liée à la situation politique actuelle au Liban et constitue une tentative de modifier les équilibres ambiants. Quoi qu'en disent le président Sleiman et le 14-Mars, ce «don» (qui ne sera probablement jamais concrétisé, comme beaucoup d'autres promesses d'aides saoudiennes, comme par exemple celle décidée pour les réfugiés syriens), est tributaire de la formation d'un gouvernement de fait accompli. Ou peut-être que cette annonce a pour but de mieux faire avaler la pilule d'un tel gouvernement, imposé au mépris de la réalité et des équilibres politiques au Liban.

### **Briser la formule Armée-peuple-résistance**

Un autre objectif de cette «promesse de don» est de tenter de briser la formule Armée-peuple-Résistance, qui passe par le changement de la doctrine de combat de l'Armée libanaise, laquelle s'articule autour de la lutte contre l'occupation israélienne et contre le terrorisme. Dans tous les cas, Riyad espère semer le trouble et saper la confiance qui existe entre l'Armée et la Résistance à travers cette annonce fracassante.

En agissant de la sorte, la France se rend coupable d'un grave manquement à ses responsabilités de «grande puissance». Mais a-t-elle le droit de revendiquer encore un tel statut, alors qu'elle agit en Etat-mercenaire, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, et que son président se comporte plus en chef d'entreprise qu'en chef d'Etat.

Le diplomate européen conclut par la remarque suivante: «La France n'a plus de stratégie. Elle profite du vide laissé par le recul des Etats-Unis sur la scène internationale pour tenter de décrocher quelques contrats d'armement ou de construction par-ci et par-là, dans l'espoir d'augmenter de quelques dixièmes le taux de croissance économique dans l'Hexagone».

Le coq français s'est transformé en poussin... ou en vautour, qui se nourrit sur la dépouille d'un Moyen-Orient dépecé par les groupes takfiristes et terroristes, créés et entretenus par le nouvel «allié stratégique» de France. Le tout, pour une poignée de pétrodollars.

**Source: *French.alahednews***